

Le poids des maux

« Revêtons-nous de nos préjugés, ils nous tiennent chaud. »

Jean Cocteau

Tout a commencé avec Danone pendant l'été 2005. La vieille entreprise provinciale qu'était Boussois-Souchon-Neuvesel a été transmutée par Antoine Riboud, au fil des Trente Glorieuses, en un géant mondial de l'agro-alimentaire rivalisant sans complexe avec les Nestlé et autres Coca-Cola. Avantage supplémentaire, Antoine Riboud a su, en douceur, assurer sa succession en faveur de son fils, Franck, démontrant ainsi, au passage, que le capitalisme familial, non seulement n'était pas mort en France, mais rimait aussi avec esprit dynamique d'entreprise.

Mais voilà, le capitalisme familial français, s'il est tonique, n'en est pas moins fragile. Et donc menacé. Quand, au creux de l'été 2005, un bruit de prise de contrôle de Danone par Pepsi-Cola fait frémir les rédactions (à la recherche désespérée de scoops rafraîchissants), le sang de la classe politique française, tous sexes et toutes

tendances confondus, gouvernement compris, ne fait qu'un tour, comme s'il était naturel que les élus de la nation « se lèvent pour Danette ». On atteint là, d'entrée, le sommet du ridicule. D'une part, le caractère stratégique de l'industrie du yaourt n'apparaît pas de manière aveuglante. Mais, plus dérisoire et plus grave encore, au bout de quelques jours de spéculation boursière – qui ont sûrement enrichi quelques agioteurs, friands de produits dérivés – la triste vérité s'est dévoilée dans son implacable nudité : il ne s'agissait que d'une « intox ».

On croyait avoir, avec Danone, atteint les limites de la décence. C'est alors que commence le feuilleton Arcelor, un autre « champion », européen, lui. Arcelor est en effet le produit de la fusion du français Usinor, du luxembourgeois ARBED et de l'espagnol Aceralia. Son siège social est situé à Luxembourg. Arcelor réalise 83 % de son chiffre d'affaires hors de France, emploie 96 000 salariés, dont 33 % sont disséminés hors d'Europe, et dérive 31 % de ses résultats opérationnels d'activités purement internationales. Un groupe mondial à capitaux européens. Jean Monnet l'avait rêvé ; Guy Dollé l'a fait. Mieux encore : Arcelor venait à peine de lancer avec succès une OPA presque amicale sur le leader canadien de l'acier, Dofasco. Et voilà que le n° 1 mondial de la sidérurgie, Mittal, lance une OPA, clairement hostile, sur notre héros national et néanmoins européen. Preuve, s'il en était besoin, que, en matière boursière aussi la roche Tarpéienne est bien proche du Capitole.

Rebelote : la classe politique se remobilise et se répand en propos bravaches, puisqu'il ne reste plus que le minis-

tère de la parole à ceux qui ont prôné une libéralisation à tout va. Un ministre et non des moindres, dont je tairai le nom par pudeur, ayant une connaissance pour le moins approximative de la « grammaire des affaires », s'est ainsi offusqué que ce raid boursier se soit effectué « sans concertation préalable », ce qui, en droit boursier, pourrait être considéré comme une « complicité de délit d'initié ». Il aurait peut-être préféré un ragoût mitonné façon Péchiney qui, dans les années 1980, au moment de la privatisation, avait durablement affaibli le ministère des Finances, soupçonné de « fuites » ayant enrichi des financiers véreux. Plus surréaliste encore, les premières déclarations gouvernementales dénoncent à mots couverts l'« indianité » de Mittal. Quelle « indianité » ? Mittal est certes un groupe dont le dirigeant, Lakshmi Mittal, détient la double nationalité anglaise et indienne. Mais, outre que Mittal ne réalise pas un seul euro de chiffre d'affaires dans le sous-continent indien, l'entreprise a son siège social à Rotterdam et est cotée sur les Bourses d'Amsterdam et de New York. On croit rêver...

S'ajoute à cela un fumet d'argumentation communautariste parfaitement nauséabond. Comme si les pays du Sud, l'Inde en premier, qui sont sortis du sous-développement au prix de sacrifices et de prises de risque que n'ont pas eu le courage de consentir la plupart des pays européens, étaient interdits de mondialisation ! Au cours des premières semaines qui ont suivi le lancement de l'OPA, aucun argument sérieux n'a été mis en avant pour justifier le « patriotisme économique » de nos gouvernants. Aucune question n'a été posée sur l'opacité comptable du

groupe familial. Il a fallu attendre les conseils de Publicis, chargé d'orchestrer la défense médiatique... Aucune interrogation sur la cohérence industrielle d'un groupe amené à se recomposer sur deux métiers (produits plats et produits longs) dont la cohérence est pour le moins sujette à caution. Aucune justification enfin d'une véritable politique européenne de l'acier. Comme si l'« indianité » suffisait à diaboliser un projet qui ne peut se limiter à sa façade boursière et comme si le « patriotisme économique » suffisait à canoniser une entreprise dont la nationalité n'est à ce jour toujours pas définie.

La France n'a pas le monopole du ridicule industriel. Antonio Fazio est venu à notre rescousse pour distraire l'attention des lecteurs de la presse économique française et faire oublier – momentanément au moins – notre patriotisme de pacotille. Le gouverneur de la Banque d'Italie croyait pouvoir restructurer son industrie bancaire à son rythme. C'était sans compter sur deux banques, BBVA l'Espagnole et ABN-Amro la Batave, qui considéraient toutes deux, simple bon sens, que l'Europe monétaire n'avait de sens que si elle permettait de construire l'Europe bancaire pour le plus grand bien des citoyens européens écartelés entre des espaces fiduciaires dramatiquement éclatés. En lançant deux OPA sur Antonveneta et BNL, ces deux banques allaient s'attirer les foudres d'Antonio Fazio.

Faisant alliance avec Silvio Berlusconi (vive l'indépendance des Banques centrales !), le gouverneur allait décréter la nécessaire défense de l'« italianité » des banques. Et

cela aurait pu réussir si Fazio, emporté par son élan, n'avait pas pactisé aussi avec un financier aux mœurs professionnelles bien peu catholiques (malgré sa proximité du Saint Siège...). D'où sa démission, puis le rachat de la BNL par BNP-Paribas, posté en embuscade. D'où, surtout, le discrédit jeté sur toute forme de protectionnisme bancaire. Alors même que Fazio ne faisait que défendre l'idée selon laquelle la nationalité de « ses » banques ne pouvait pas ne pas avoir d'impact sur le financement de l'économie italienne. Comme si le rachat de la BNL et de la Société Générale par deux géants bancaires américains (au hasard...) pouvait laisser indifférents ceux qui pensent que les banques françaises, cela doit aussi servir à financer les PME de notre pays...

Notre périple aux pays des industries nationales soumises à l'assaut des groupes étrangers en cours de mondialisation fait surgir, à chaque opération, des questions, et donc des nécessités de réponse. A commencer par le psychodrame Suez-GDF. La nécessité d'une politique énergétique européenne apparaît de manière aveuglante depuis que la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Europe, a déclaré qu'elle cherchait d'autres débouchés et a démontré sa capacité à brutalement fermer à volonté ses robinets à l'Ukraine. Au départ, la question est archi-simple : « Quelle politique énergétique européenne et mise en œuvre par qui ? » Au moment même où l'allemand E.ON déclarait sa flamme à l'espagnol ENDESA, ENEL, l'opérateur italien, avait jeté son dévolu sur Suez et annoncé publiquement (quelle maladresse...) ses

intentions. Gérard Mestrallet, le patron de Suez, réagit en formalisant en quelques jours et en rendant public un projet d'accord avec Gaz de France. On peut certes s'inquiéter de la privatisation de Gaz de France (ou de la nationalisation de Suez...). On ne peut s'offusquer de la réalisation d'un projet qui était depuis plusieurs années considéré par certains comme aveuglant d'utilité. Sauf à considérer que, les médias aidant, le « patriotisme économique » serait, en quelques semaines, passé de mode. Même le « patriotisme européen » puisque Suez est, depuis le rachat d'Electrabel, franco-belge au moins. Il faut reconnaître que l'irruption médiatique du ministre de l'Economie, Thierry Breton, tenant par la main « ses » deux présidents, l'un en cours de privatisation et l'autre complètement privé, avait de quoi dégoûter même les plus interventionnistes. Est-ce bien la place d'un ministre, supposé libéral, que de « survendre » dans les médias un accord industriel qui relève, en très large part, de l'économie de marché? N'est-ce pas décrédibiliser toute tentative d'intervention ultérieure?

Celle concernant Euronext par exemple. Car voilà un fabuleux exemple de ce que pourrait être le patriotisme européen. Une entreprise française, dirigée par un ancien haut fonctionnaire, pas particulièrement spécialiste des techniques boursières, qui, en moins de dix ans, a fédéré les Bourses de Bruxelles, d'Amsterdam, de Lisbonne et la partie la plus prometteuse (celle relative aux marchés dérivés) de Londres. Excusez du peu. Mauvaise pioche toutefois, car les actionnaires de départ d'Euronext, les principaux investisseurs institutionnels français, ont

venu leurs actions, encaissant au passage de substantielles plus-values. D'où un capital totalement émietté, avec pour principaux actionnaires, et de très loin, deux fonds spéculatifs anglo-saxons, Atticus et TCI, qui sont aussi les principaux actionnaires... de la Bourse allemande, la Deutsche Börse.

D'où le souhait de la Deutsche Börse d'absorber Euronext et de rapatrier à Francfort tous les services organisés à ce jour de manière fédérative et polycentrique. Au-delà des aspects strictement techniques, qui ne militent pas pour une absorption d'Euronext (pour faire simple : Deutsche Börse mélange deux métiers – les transactions boursières, comme Euronext, et la gestion administrative des opérations de bourse – que tout, ou presque, oppose ; un peu comme si on forçait Renault à se faire racheter par International Harvester, le leader mondial des moissonneuses-batteuses...), ce dossier illustre trois errements de la période actuelle. D'abord, cette opération reviendrait à une « nationalisation » d'Euronext au profit de la seule Allemagne, ce qui ne va guère dans le sens de la construction européenne. On peut comprendre que, dans ces conditions, Jean-François Théodore, le patron d'Euronext, préfère envisager un mariage, aussi équilibré que faire se peut, avec le New York Stock Exchange. Ensuite une place financière n'est pas une gamme de produits frais. Euronext n'est pas Danone. La place financière de Paris, dont l'avenir est indissolublement lié à celui d'Euronext, c'est, entre autres, 300 000 emplois et une partie de l'Université française qui, dans sa composante mathématique, se nourrit de la proximité de clients friands de

modèles économétriques de prévision boursière. Enfin, le plus choquant est l'indifférence générale dans laquelle la perte de contrôle de notre place financière est en train de s'opérer. Certes le dossier est technique et moins directement lié à la vie quotidienne des Français. Mais, justement, c'est là où la mobilisation des élites devrait être la plus fervente et la plus déterminée, compte tenu des enjeux extra-industriels qui se doivent d'être relevés. Quel « flop » ! Et celui-ci ne serait-il pas annonciateur des renoncements à venir... ?

Tout sauf anecdotiques, ces exemples prouvent l'incapacité de l'Etat à penser et à remplir son rôle dans le domaine industriel. En quelques mois, à quatre reprises, ses responsables se sont fourvoyés, soit sur le fond, soit sur la forme. Il est donc temps de redonner au patriotisme économique ses « lettres de noblesse ». Car « lettres de noblesse » il y a : quoi de mieux que de défendre les entreprises qui sont françaises par leur histoire, au moment même où la mondialisation démultiplie presque à l'infini les opportunités mais aussi les menaces ? Car celles-ci sont nombreuses. On pourrait faire de longs développements sur Péchiney, leader européen sur un marché au moins aussi stratégique que celui de l'acier, abandonné aux convoitises d'Alcan, son principal concurrent canadien, sans aucune contrepartie en matière de maintien du savoir-faire en Europe. Ou sur Taittinger, racheté par un fonds d'investissement américain dans l'indifférence générale, alors même que ce groupe, dans sa branche hôtelière (le Crillon par exemple) comme dans sa branche viticole,

berceau de la famille éponyme, constitue un des trois « majors » français de l'industrie du luxe (avec LVMH et PPR). Pourquoi autant de passion politique quand il s'agit de yaourt et autant d'indifférence quand il s'agit de champagne ? Nous ne désespérons pas de percer, dans ce livre, cet insondable mystère.

Mais, dans tous les cas, l'impéritie de l'Etat français témoigne d'une double impuissance. L'impuissance capitaliste d'abord, fruit d'une dérégulation nonchalante qui a oublié ainsi que le principe même du système capitaliste était la propriété du capital (l'« appropriation individuelle des moyens de production » disait-on dans les années 1970) et que la libéralisation de l'économie, quels que soient ses charmes, incontestables, n'empêchait en rien de mettre en place des « garde-fous », bien au contraire. Résultat des courses ? Le CAC 40, c'est-à-dire, peu ou prou, nos 40 « champions nationaux », est composé d'entreprises qui ont plus de la moitié de leur capital aux mains d'actionnaires étrangers, majoritairement anglo-saxons, c'est-à-dire – et qui pourrait leur en vouloir ? – aux mains d'investisseurs moyennement passionnés par le devenir de l'économie française. 91 % de « flottant » (c'est-à-dire d'actions détenues par des investisseurs anonymes) pour Lafarge, 85 % pour Arcelor, Carrefour et Danone : comment maîtriser son destin dans de telles conditions ?

Mais cette impuissance est aussi intellectuelle. En quelques mois, à de multiples reprises, le pouvoir politique a été incapable de manifester une réaction autre que gesticulatoire. Preuve s'il en était besoin que

l'encéphalogramme économique est aujourd'hui, en France, désespérément plat. Il est donc temps de réagir. Mais, pour ce faire, encore faut-il commencer par penser le passé récent. Car notre déshérence intellectuelle d'aujourd'hui n'est que le produit de notre incompréhension de la réalité d'hier. Cette incompréhension explique, pour partie au moins, le désarroi actuel de la jeunesse française, et pas seulement celle des banlieues. Elle explique aussi la difficulté qu'ont nos hommes et femmes politiques, de droite comme de gauche, à définir de quoi l'avenir économique de la France doit être fait.

Flash back donc. A l'origine étaient les Trente Glorieuses, période paradisiaque avec le recul, dont on a oublié l'intime consistance, ne gardant en mémoire qu'une longue phase de croissance et de découvertes. Découverte de la société de consommation et ses premiers frigos. Découverte du salaire mensuel et ses premières sécurités financières. Découverte du Concorde et ses premières fiertés industrielles. La logique des Trente Glorieuses était implacable. Elle était le pur produit de la crise de 1929. Cette crise économique, d'une ampleur sans précédent, avait fait le lit du fascisme mais s'expliquait très bien, et Keynes avait commencé à le faire. Depuis son origine, le capitalisme avait sans cesse amélioré sa capacité de production, à coups de progrès technique et de taylorisation, mais butait toujours sur le problème des débouchés. Pour vendre de plus en plus de produits, il faut de plus en plus de consommateurs. D'où des crises de surproduction récurrentes que seule la purge dépressionniste pouvait guérir.

Pour combattre ce fléau à répétition, la seule solution était la création et l'entretien d'une demande solvable. Ford l'avait fait avec l'instauration du *five dollars' day* (soit le doublement du salaire de ses ouvriers pour faire d'eux les premiers clients de... ses voitures). D'où l'expression de « fordiste » pour caractériser la régulation mise en œuvre au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ce que Ford a fait au niveau de son entreprise, Keynes le conçut au niveau macroéconomique en redonnant au déficit budgétaire à la fois sa justification et son efficacité. S'ensuivit une période de trois décennies, non exempte de crises et de conflits sociaux, mais portée par une croissance rapide (plus du double de la croissance actuelle) et surtout régulière. Au prix d'une inflation qui, dans un premier temps, contribuait à alimenter la croissance en incitant à la consommation et en décourageant l'épargne. Le pari avait été fait, au cours de cette période, du salarié contre le rentier.

Ce mode de régulation, apparemment idyllique, n'était malheureusement pas sans défaut. Reposant sur l'intervention de l'Etat jusque dans la direction des entreprises, il avait tendance à déresponsabiliser ceux mêmes qui étaient supposés créer de la richesse. Plus grave encore, il reposait sur une inflation auto-entretenu qui, certes, faisait des salariés des consommateurs solvables mais qui, au-delà d'un certain seuil, impossible à définir par avance, brouillait le calcul économique et décourageait donc l'investissement. La croissance, dès lors, se transformait en stagflation, enfant adultérin de la stagnation et de l'inflation.

La révolution libérale du début des années 1980, impulsée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, n'a pas eu d'autre objectif que d'enrayer ce cercle vicieux. D'où le triple mouvement de « dérégulation-privatisation-internationalisation » qui allait devenir célèbre sous l'acronyme banal de « mondialisation ». Et il faut reconnaître, avec le recul, que cela a marché. Jamais la croissance mondiale n'a été aussi forte. Jamais le chômage à l'échelle mondiale n'a été aussi faible. Jamais la création de valeur et l'innovation technologique n'ont été aussi dynamiques.

Cette nouvelle croissance a eu toutefois un prix. Et celui-ci n'a cessé de s'alourdir depuis vingt ans. Le prix à payer a d'abord été celui de l'intensification de la concurrence. Pour les industries déjà concurrentielles, comme l'acier, le pétrole, la chimie ou les cosmétiques, la concurrence s'est déplacée des champs nationaux aux champs mondiaux, remettant ainsi en cause de nombreuses rentes locales. Mais la concurrence a aussi touché des industries jusque-là dites « abritées ». Dans deux genres très différents, l'agriculture et la banque de détail illustrent bien cette extension du champ concurrentiel. Ces deux industries, considérées par tous comme ayant un ancrage national, voire local, très fort, se sont vues, au cours des dernières années, projetées malgré elles dans le processus de mondialisation. La guerre industrielle, nationale puis mondiale, a ainsi éclaté dans tous les secteurs d'activité économique. Elle a innervé les moindres recoins de la planète marchande. La guerre du thon oppose le Japon au reste de la planète, pays producteurs comme pays consom-

mateurs, et entraîne la raréfaction de l'espèce. De même, la guerre mondiale de la banane coince les Caraïbes entre l'arbre des nouveaux pays producteurs (comme le Brésil et l'Equateur) et l'écorce des pays développés aux modes culinaires diversifiés. Cette concurrence s'est même étendue au secteur dit « non marchand », jusqu'à entraîner une guerre mondiale des musées, nécessitant, pour ceux qui voulaient se maintenir dans le *Top Ten*, un changement radical des sources de revenus et donc des modes de gestion, mais aussi des investissements de plus en plus lourds. Guerre mondiale du sponsoring, des événements sportifs, de la gestion des aéroports ou des autoroutes : aucun secteur d'activité humaine n'a échappé à ce nouvel *imperium* concurrentiel. Voilà qui a, certes, permis de remettre en cause des rentes indues et a obligé les producteurs désireux de gagner des parts de marché à produire mieux et au meilleur prix. Mais cela a favorisé une schizophrénie galopante chez nos concitoyens, qui ont applaudi H & M et autres Carrefour en tant que consommateurs en même temps qu'ils les vouaient aux gémonies en tant que salariés.

L'accroissement des inégalités est la seconde facture à régler. A commencer par la marginalisation des salariés trop jeunes, trop âgés, trop faiblement qualifiés pour suivre le rythme de production qui va en s'accéléralant et en faisant une part de plus en plus grande aux nouvelles technologies. Inégalités aussi entre entreprises au sein d'un même secteur, quel qu'il soit, les entreprises trop jeunes, trop endettées, trop rétives aux innovations technologiques étant sacrifiées sur l'autel de l'adaptation

permanente et quasi instantanée à une demande que le marketing rend de plus en plus fluctuante et volatile. Inégalités entre pays, ceux qui ont investi dans un modèle social protecteur se trouvant acculés à gérer le moins mal possible leur désindustrialisation et son cortège de délocalisations. Inégalités enfin entre régions, le Nord et le Sud voyant leurs différences s'accroître, d'autant plus que le Sud n'est plus un tout homogène et que, en son sein, se creusent aussi les inégalités. Or rien ne prouve que celles-ci constituent le prix à payer pour une mondialisation réussie, surtout quand elles s'accompagnent de pannes ou de courts circuits répétés dans les procédures de régulation.

Le scandale Enron en est l'illustration la plus frappante. Comment expliquer que cette entreprise, classée comme la plus performante des Etats-Unis pendant quatre des cinq années qui ont précédé sa faillite, ait pu « implorer » en quelques mois ? Comment justifier la complicité de ses commissaires aux comptes chargés, en principe, de défendre les intérêts des petits actionnaires ? Comment comprendre que l'ensemble des partenaires financiers d'Enron aient profité, impunément et de manière parfaitement cynique, des turpitudes comptables de Kenneth Lay, l'emblématique patron de l'entreprise aujourd'hui décédé ? Comment accepter même que la comptabilité ne soit pas une science exacte et qu'elle puisse être manipulée à ce point dans l'indifférence générale ? Comment pardonner aux autorités de régulation boursière de s'être fait bernier avec autant de constance et autant de détermination ?

Enron est un modèle du genre, imité par bien d'autres : Tyco, Worldcom aux Etats-Unis, puis, en Europe, qui se croyait à l'abri de telles dérives, Ahold et autres Parmalat. Mais Enron et ses cauchemars comptables ne constituent pas le seul exemple, tant s'en faut, des dérives de la régulation de notre économie. Jamais les trafics criminels divers et variés, dissimulés par une ingénierie juridique et financière de plus en plus sophistiquée, n'ont été plus florissants. Jamais la famine et le manque d'eau, malgré certains progrès ponctuels réalisés au plus grand profit de quelques groupes privés, n'ont été plus criants. Jamais le travail forcé n'a connu un tel développement. Jamais les maladies du travail n'ont été plus prolifiques. « Pas nette la planète » (pour reprendre le titre d'un exquis album de Plantu) ? En tout cas, à reréguler complètement.

Or que constate-t-on ? Face à la multiplication des « bugs » économiques, l'Etat paraît désarmé. Ou, plus exactement, désorienté. L'avenir de la France passe-t-il par la recherche et développement ? Jamais l'écart avec les Etats-Unis n'a été aussi grand et il va sans cesse croissant. Le déficit démographique de la France menace-t-il la croissance future ? Jamais la politique en matière d'immigration n'a été aussi rabougrie et aussi peu imaginative, au-delà des péroraisons, à géographie électorale variable, sur l'« immigration choisie ». Le drame des banlieues constitue-t-il le plus sûr terreau de l'exclusion et de la criminalité ? Jamais la politique du logement n'a été aussi frileuse. Les inégalités croissantes de revenus sont-elles le plus sûr garant d'un accroissement, au-delà du supportable, des

tensions sociales et donc de l'intolérance et du racisme ? Jamais les patrons du CAC 40 (pour simplifier, mais est-il anormal que la « France d'en bas » simplifie ?) n'ont gagné autant, en primes et en « stock-options », et jamais le Smic n'a été autant suspecté de pulsion inflationniste.

Ces exemples d'impéritie macroéconomique, on en relève pareillement au plan industriel, qui est au cœur de ce livre. Faut-il renforcer la compétitivité de nos entreprises ? L'Etat vaporise sur 67 pôles de compétitivité quelques milliards distraits des gabegies budgétaires pour financer la recherche. Une fois de plus, l'électoratisme vernaculaire prime sur le patriotisme scientifique. Faut-il défendre nos entreprises opérant dans des secteurs sensibles contre d'éventuels *raiders* étrangers ? Là aussi, le saupoudrage est la règle (les casinos ont ainsi été considérés, pendant un temps, comme des entreprises stratégiques ; Danone – encore lui – a dû se réjouir, qui possède le casino d'Evian...). Et l'effet d'annonce, évidemment mal vécu à Bruxelles, semble être *l'ultima ratio*. Hewlett-Packard ferme-t-il plusieurs sites industriels en France ? Le premier réflexe est de demander à Bruxelles d'intervenir, offrant ainsi à Manuel Barroso, le très libéral président de la Commission – qui, en bon gauchiste repent, n'a presque aucune limite en matière d'ultralibéralisme –, le plaisir de rappeler au président de la République française que l'Europe sociale n'est pas encore, grâce à la France, complètement achevée. Les pétroliers relèvent-ils leurs prix à la pompe ? Le gouvernement inaugure la convocation à Bercy comme mode libéral de gestion des crises, sans obtenir autre chose que des sourires contrits.

Le désarroi est palpable. Et nos supposées élites intellectuelles se révèlent de bien peu de secours. Entre ceux qui font du déclin supposé de la France un « hymne à l'amour » (mais à l'amour déçu), hymne qui constitue le terreau de tous les renoncements, et les altermondialistes qui sont, pour nombre d'entre eux, clairement devenus antimondialistes et qui interdisent à la fois aux entreprises françaises d'affronter la concurrence et au gouvernement de siéger à l'OMC, nous sommes plutôt mal lotis. Pas étonnant que les citoyens (et donc les électeurs) soient désorientés. Ils ne peuvent pas ne pas constater que la France reste un pays industriellement compétitif. On la dit repoussante car trop et mal réglementée, or la France est le deuxième pays au monde qui attire le plus d'investissements étrangers.

Les entreprises françaises seraient-elles vouées à se dissoudre dans le bain acide de la mondialisation ? Il n'empêche qu'elles sont encore aujourd'hui plus conquérantes que conquises. La plupart des entreprises du CAC figurent parmi les leaders mondiaux de leur secteur. Plus exactement, 11 des 20 plus importantes capitalisations boursières françaises figurent dans le « Top 50 » de leur secteur au plan mondial. Par ailleurs, il n'est que de considérer les opérations de fusions transfrontières les plus récentes. Il serait bon de ne pas oublier le rachat d'Allied Domecq (Grande-Bretagne) par Pernod Ricard (un *deal* à 15 milliards d'euros), d'Amena (Espagne) par France Télécom (6,4 milliards d'euros), d'Electrabel (Belgique) par Suez (11,2 milliards d'euros), de BPB (Grande-Bretagne) par Saint-Gobain (5,8 milliards d'euros), de BNL (Italie) par BNP-Paribas (9 milliards d'euros) ou de

Lucent (Etats-Unis) par Alcatel (11,5 milliards d'euros). Tout cela en à peine plus d'un an. Au total, les investissements directs à l'étranger des entreprises françaises représentent plus de 116 milliards de dollars en 2005. La France qui gagne ne se limite donc pas au football pendant une heure trente tous les huit ans.

Mais, justement, cette France industrielle qui gagne cadre mal avec ce que les Français constatent à chaque instant dans leur vie quotidienne. De CPE en « apprentissage » junior, de fermeture des plateaux chirurgicaux en réfraction des crédits aux associations, les Français, plus enclins aujourd'hui au fatalisme qu'à l'autocritique, voient leur situation se dégrader. Inexorablement. Et cela nourrit les rancœurs et accentue la fracture entre les citoyens et le monde politique. Car que fait le monde politique dans cet environnement hostile ? Il communique. Il péroré. Il plas-tronne. Il annonce à grands renforts de médias des réformes qu'il n'explique pas, ou très mal, et que, bien souvent, il ne met pas en œuvre, ou trop tard. En s'avérant incapable d'inscrire son action dans un schéma de cohérence global. En s'étonnant des réactions, parfois violentes, que seule l'incompréhension justifie. Il oublie l'essentiel : donner à la France les moyens de ses ambitions. Et le patriotisme économique intelligemment conduit est l'un de ceux-là. Il faut à tout prix que la réflexion politique rattrape son retard sur l'enchaînement des phénomènes économiques, enchaînement dont la vitesse s'accroît de manière exponentielle. Cela ne nécessite aucun génie, juste de savoir faire un peu d'histoire et de se montrer audacieux.